

# Intégrer la biodiversité - Comment mettre en œuvre les nouveaux objectifs internationaux en Suisse ?

Rapport de la journée SWIFCOB 24, 9 février 2024, UniS, Berne

---

**Le monde dispose d'un nouvel accord-cadre mondial sur la biodiversité. Que signifient les objectifs pour la Suisse ? Comment peuvent-ils être mis en œuvre ? Quel rôle jouent la politique, l'économie, le secteur financier et la consommation ? Ces questions et d'autres ont fait l'objet de discussions approfondies lors de la réunion SWIFCOB. Parmi les principaux facteurs de réussite de la mise en œuvre du cadre mondial figurent la coopération et la coordination entre les différents secteurs et domaines politiques, des visions et des narratifs communs - et peut-être même un nouveau contrat social pour un avenir durable et vivable.**

---

*Par Gregor Klaus et Danièle Martinoli*

Après de longues années de préparation et de négociations, un accord mondial visant à préserver la biodiversité a été adopté en décembre 2022 lors de la 15e Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique. Ce que l'on appelle le "Cadre mondial pour la biodiversité" comprend 23 objectifs à atteindre d'ici 2030.

Eva Spehn, du Forum Biodiversité Suisse de l'Académie des sciences naturelles, qui a participé aux négociations en tant que membre de la délégation suisse, a souligné le rôle important de la recherche - même si les processus scientifiques et politiques ne se sont pas toujours déroulés en parallèle. L'apport a surtout été central dans la formulation d'objectifs "intelligents", qui fixent des objectifs quantitatifs et sont mesurables et limités dans le temps. Actuellement, nous sommes en train de développer des indicateurs pour vérifier la réalisation des objectifs, a déclaré Spehn. Certes, aucun pays ne peut être sanctionné s'il n'atteint pas les objectifs ; grâce aux indicateurs, il est toutefois possible de clouer au pilori les États fautifs.

Les nouveaux objectifs mondiaux doivent maintenant être concrétisés et mis en œuvre en Suisse, a déclaré Florian Altermatt, président du Forum Biodiversité Suisse. Bien que l'état de la biodiversité soit mauvais et que de nouveaux défis comme le changement climatique et les espèces invasives soient venus s'ajouter à cela, il voit l'avenir avec optimisme. En prenant l'exemple de la promotion des amphibiens dans le canton d'Argovie, Altermatt a illustré le fait que les mesures de conservation de la biodiversité portent leurs fruits et qu'il est possible d'inverser la tendance. Lukas Berger, chef du Forum Biodiversité, a souligné que le sac à dos ramené en Suisse à l'issue de la 15e Conférence des Parties devait maintenant être déballé de toute urgence.

## **Tous les secteurs ont une responsabilité**

La responsabilité en la matière incombe d'abord à la Confédération. Katrin Schneeberger, directrice de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), s'est montrée impressionnée par les discussions sur le Cadre mondial pour la biodiversité. L'objectif le plus en vue est l'objectif dit 30 x 30 (30 % de zones protégées sur terre et en mer d'ici 2030). Mais il ne faut pas réduire l'engagement pour la biodiversité à un seul objectif. Elle a souligné que les objectifs de la Stratégie Biodiversité Suisse étaient toujours valables, même dans le nouveau contexte mondial. Grâce au plan d'action national, beaucoup de choses ont déjà été mises en place. Mais elle a également souligné que les objectifs de la stratégie ne seraient pas atteints, ou seulement en partie, avec les mesures actuelles.

Schneeberger a regretté que le Parlement ne soit pas entré en matière sur le contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative sur la biodiversité. Car il est clair, selon elle, que les efforts pour préserver la biodiversité doivent être renforcés. Mais l'OFEV ne peut pas s'en charger seul. L'implication de tous les secteurs et domaines politiques est nécessaire, en particulier de l'économie et du secteur financier. La biodiversité doit être mieux intégrée partout, selon Schneeberger.

## **Négociation ambitieuse, mise en œuvre ambitieuse**

Le fait que la politique ne mette pas simplement en œuvre des idées qui sont bonnes et importantes pour la société soulève des questions. Ursula Schneider Schüttel, de Pro Natura et ancienne conseillère nationale du canton de Fribourg, a donné un aperçu des mécanismes en action au Parlement. Les différents groupes d'intérêts sont peu enclins au compromis. Souvent, il règne une véritable politique d'obstruction, même lorsque la nécessité d'agir est reconnue et que de bonnes solutions sont présentées. Selon Schneider Schüttel, la politique ne s'engage pas assez. Les conséquences sont par exemple visibles dans la politique de subventionnement : la Confédération dépense de l'argent pour protéger la biodiversité, mais bien plus encore pour des domaines qui lui portent atteinte. Jusqu'à présent, la Confédération n'a pas analysé une seule subvention au regard de son impact sur la biodiversité, a déclaré Schneider Schüttel.

Elle atteste que la délégation suisse a négocié de manière ambitieuse et demande que la mise en œuvre soit également ambitieuse. La responsabilité revient surtout à l'OFEV. La prochaine phase du plan d'action doit être pilotée par des lois et des incitations et contenir de véritables mesures pour tous les acteurs et secteurs – et ne doit pas uniquement consister en des projets pilotes et des suivis. Elle espère que l'ensemble de l'administration sera impliqué. Il est très important de mettre en avant les avantages de la biodiversité. Ainsi, les revitalisations de cours d'eau ne profitent pas seulement aux animaux et aux plantes, mais aussi au secteur de la construction, à la population et au tourisme, a déclaré Schneider Schüttel.

Lors de la discussion intermédiaire, Eva Spehn a souligné que la position de la Suisse lors des négociations internationales avait été coordonnée entre les différents secteurs. Il faut maintenant profiter de cet élan pour la mise en œuvre. Katrin Schneeberger a souligné que, lors de la préparation de la deuxième phase du plan d'action, toutes les unités administratives avaient été réunies autour d'une même table dans le cadre d'ateliers et que la communication revêtait généralement une grande importance. Selon elle, il est important de présenter des succès concrets et de communiquer intelligemment sur l'objectif 30 x 30. Car il ne s'agit pas ici de 30 % de zones protégées strictes, a déclaré Schneeberger. Pour Ursula Schneider Schüttel, l'objectif est important, mais trop abstrait. Ce qui peut être pris en compte n'est pas défini clairement. Il n'est donc guère possible de déterminer de manière satisfaisante pour tous si l'objectif est atteint ou non.

## **Comprendre le passé pour construire l'avenir**

La Suisse est un pays "rangé" et l'espace est limité, a souligné Eva Lieberherr de l'EPF de Zurich au tout début de son intervention. En s'appuyant sur 200 ans de politique suisse des eaux, elle a montré comment coordonner et combiner protection et utilisation. On a toujours agi lorsque la pression était grande : les crues et la croissance démographique de l'avant-dernier siècle ont conduit à l'endiguement des eaux, et la qualité dramatique de l'eau du milieu du siècle dernier a conduit à la

construction de stations d'épuration des eaux usées. Depuis quelques décennies, le rôle du cours d'eau en tant qu'habitat et élément du paysage est pris en compte dans les bases légales.

Mais la gestion intégrale des eaux s'avère difficile, a déclaré Lieberherr, car la multifonctionnalité des eaux n'a pas encore été reconnue à tous les niveaux politiques et que différentes structures politiques poursuivent des objectifs différents. Alors que, par exemple, les coopératives locales de vannage veulent protéger la population contre l'eau, les offices cantonaux des eaux ont pour objectif de valoriser les habitats. Il est donc important de penser de manière multifonctionnelle et d'impliquer les personnes sur place dans les mesures de manière participative, selon Lieberherr.

### **L'infrastructure écologique entre dans de nouvelles dimensions**

Adrienne Grêt-Regamey, de l'EPF de Zurich, a souligné le rôle important de l'aménagement du territoire, qui coordonne les différents intérêts. Le premier objectif du nouveau cadre mondial exige en effet une planification de l'utilisation des sols pour réduire les pertes de biodiversité. Les scénarios et les modélisations paysagères développés par son groupe de recherche montrent que, à l'ère du changement climatique, la planification de l'infrastructure écologique doit prendre en compte les caractéristiques futures des habitats. Il en va de même pour les changements d'utilisation du sol et les modifications du système de valeurs des personnes qui utilisent et entretiennent ses paysages.

Le choix d'instruments de mise en œuvre appropriés, qui tiennent compte des différences culturelles, est décisif lors de la mise en œuvre des mesures, a déclaré Grêt-Regamey. Les personnes sur le terrain devraient en outre réfléchir aux prestations que leur paysage doit fournir. Seuls des objectifs clairs et négociables pourraient conduire à des résultats transparents et équitables. La planification et la mise en œuvre qui s'ensuivent nécessitent vision et flexibilité.

L'infrastructure écologique joue un rôle clé à cet égard. Elle a un grand potentiel pour l'objectif global 30 x 30 et oblige la Suisse à penser en termes de nouvelles dimensions, a déclaré Ursina Wiedmer du service de protection de la nature du canton de Zurich. En effet, il ne s'agit plus seulement de protéger et d'entretenir des surfaces résiduelles existantes, mais de répondre à un réel besoin en matière de biodiversité. Cela signifie que des surfaces doivent être renaturées et que la qualité écologique doit être améliorée en de nombreux endroits. Selon Wiedmer, les scénarios climatiques sont déjà pris en compte dans le canton de Zurich. Elle se réjouit à cet égard de continuer de bénéficier du soutien de la recherche.

L'infrastructure écologique utilise des synergies et intègre différentes intensités d'utilisation, a poursuivi Wiedmer. Il est particulièrement important que l'approche conduise à un renversement urgent et nécessaire de l'action, et ce de la protection de la nature vers les véritables parties prenantes. Soudain, le service de protection de la nature n'est plus seulement un demandeur, mais un conseiller très demandé. Il est important d'évoluer en permanence et de s'inspirer de la structure administrative d'autres secteurs des infrastructures (p. ex. les routes et les chemins de fer). Il faut avant tout des structures et des réseaux régionaux et locaux de personnes engagées et, d'une manière générale, davantage de ressources humaines et financières.

Le **World Café** a permis aux participants de se projeter en 2030 et de se remémorer les mesures efficaces en matière de protection de la biodiversité. L'imagination n'avait pas de limites. Les discussions ont été intenses et engagées dans de nombreux groupes, dont chacun a examiné un objectif différent du cadre global de la biodiversité. Les bonnes idées, parfois très innovantes, n'ont pas manqué.

**Qu'est-ce qu'une bonne vie ?**

L'économie et le secteur financier ont une responsabilité importante dans la préservation de la biodiversité. Des changements chez ces deux acteurs semblent à première vue utopiques. Amandine Favier du WWF Suisse a toutefois donné de l'espoir. Elle a montré comment les entreprises et les institutions financières pourraient être soutenues dans leur démarche de protection de la biodiversité et a présenté les premiers exemples de réussite : De plus en plus d'entreprises intègrent des pratiques de durabilité dans leur orientation stratégique et dans leur modèle commercial. Le WWF a notamment développé l'instrument "WWF Risk Filter Suite", qui permet aux entreprises d'analyser leurs dépendances, leurs impacts, leurs risques et leurs opportunités tout au long de la chaîne de création de valeur ou en ce qui concerne les investissements.

La consommation est un moteur très puissant de l'appauvrissement de la biodiversité. Marlyne Sahakian de l'Université de Genève et co-auteur du livre "Consumption Corridors" a dissipé les mythes concernant la consommation durable. Par exemple, les actions individuelles ne suffiraient pas, notamment parce qu'il n'existe pas de label pour une forte durabilité ou que de tels produits sont tout simplement plus chers et ne sont donc pas à la portée de tout le monde. Elle a plaidé pour un tout nouveau dialogue social sur le thème de la "bonne vie" et de la "responsabilité sociale". Dans la recherche de solutions, l'idée de l'interdépendance entre l'homme et la nature prend de plus en plus d'importance. L'objectif devrait être d'orienter les styles de vie en fonction des limites sociales et planétaires existantes. Un instrument efficace serait les corridors de consommation : ceux-ci sont définis par des normes de consommation minimales qui permettraient à chacun de mener une bonne vie, mais aussi par des normes maximales, car ce sont surtout les limites supérieures qui posent des problèmes.

## **Poser la question de la croissance**

Irmi Seidl de l'Institut fédéral de recherche WSL a également plaidé pour un changement radical. La scientifique a critiqué notre dépendance à la croissance économique et a affirmé qu'il ne pouvait pas y avoir de "croissance verte". Selon elle, la croissance est toujours corrélée à la perte de biodiversité.

Seidl a plaidé pour une plus grande indépendance vis-à-vis de la croissance comme base de la mise en œuvre du cadre mondial. L'objectif doit être d'orienter le développement futur par une conception active et non par des "désastres". Cela implique l'internalisation conséquente des coûts externes et la réduction radicale des subventions.

Lors de la discussion intermédiaire, Amandine Favier a évoqué le risque accru de greenwashing par l'économie, notamment en raison de l'absence de définition d'un investissement vert ou durable. Le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) est toutefois en train de mettre en place une réglementation.

Pour le secteur financier, il est essentiel de montrer que les pertes continues de biodiversité vont peser sur l'économie, a déclaré Mme Favier. Elle a appelé la communauté scientifique à mener des études quantitatives sur les risques. Les trois intervenantes se sont toutefois accordées sur le fait que la justice sociale doit être au cœur des réflexions sur la transition écologique, tant au niveau mondial qu'au niveau national.

Irmi Seidl a fait remarquer que certaines entreprises voient des avantages à miser sur la stabilité plutôt que sur la croissance, mais qu'elles le taisent souvent parce que c'est encore un tabou. La "décroissance" est également impopulaire dans le secteur financier, a ajouté Mme Favier.

En ce qui concerne la consommation, il existe certaines approches pour la limiter, a déclaré Marlyne Sahakian, par exemple les bâtiments du canton de Genève auront à l'avenir une surface habitable maximale pour les familles. Mais la mise en œuvre des "consumption corridors" reste difficile, a-t-elle ajouté.

## **Sortir de la bulle**

Lors de la table ronde finale, Ainhoa Martinelli (déléguée de la jeunesse à la COP15), Tatjana von Steiger (Wyss Academy for Nature), Adina Arth (Université de Berne) et Clara Zemp (Université de Neuchâtel) ont discuté de ce que le congrès leur avait apporté. Elles ont cité comme mots-clés importants la transdisciplinarité, la collaboration, la coopération, la mise en réseau et la volonté de se confronter à d'autres modes de pensée. Il faut un nouveau contrat social et des espaces dans lesquels des visions et des solutions communes peuvent être négociées. Dans tous les domaines et secteurs, il y a des gens qui sont ouverts à de grands changements et qu'il faut aller chercher.

Il a été convenu qu'il y avait suffisamment de connaissances pour agir et que la question de savoir ce qu'est une vie bonne devait absolument être débattue. Il est en outre important de briser les vieilles histoires inefficaces et de les raconter à nouveau. La communauté de la biodiversité ne raconte pas encore assez bien l'état dramatique de la biodiversité. En craignant de montrer des émotions, elle gâcherait en outre de nombreuses opportunités. La constatation selon laquelle elle doit accompagner plus efficacement la transition écologique était particulièrement pertinente pour la science.

Dans sa conclusion, Lukas Berger a souligné que des changements d'une telle ampleur étaient inconfortables, mais nécessaires. Ce ne sont pas les connaissances qui manquent, mais la volonté. Les politiques ne sont pas encore convaincues de l'ampleur des pertes et des conséquences écologiques, sociales et économiques. Le congrès, qui a réuni près de 400 participants (sur place et en ligne), lui a clairement montré l'importance d'aller à la rencontre des gens, de les écouter, de chercher à collaborer et d'apprendre les uns des autres.

**SWIFCOB : dialogue entre la recherche et la pratique**

Le Swiss Forum on Conservation Biology SWIFCOB est une manifestation annuelle organisée par le Forum Biodiversité Suisse. Il s'adresse aux chercheurs ainsi qu'aux spécialistes des autorités, des bureaux environnementaux et des associations, et à d'autres personnes intéressées. Le congrès a été soutenu par les offices fédéraux OFEV et OFAG.

*Ce compte-rendu, les PDF des présentations et les enregistrements partiels du congrès sont disponibles sur : [biodiversite.scnat.ch/swifcob](http://biodiversite.scnat.ch/swifcob)*